



In total, 90 judicial officers took part in the Helsinki seminar. Four colleagues from Estonia and Latvia also participated. The seminar also had the privilege to greet UIHJ, with Leo Netten, its first vice-president, and Roger Dujardin, its vice-president. The seminar was opened by a representative of the Ministry of Justice. Then, several high representatives of the authorities talked about the future reorganisation of the activity of enforcement in the Scandinavian countries and about the effects of globalisation on the profession.

### Themes linked to the European actuality

The workshops dealt with, amongst other subjects, the problems concerning the situation and the insolvency of citizens living in one country and working in another. It was about examining the conditions of enforcement in each country and ways of finding means to harmonize enforcement in the Scandinavian countries. The differences between Northern States as regards to the activities of enforcement and the contribution to the fight against fraud and infringement of economic aspect in a modern society were also discussed. Another theme also brought questions: the functioning of bankruptcy, the Northern convention and the European regulation on insolvency. The summary

procedure of order for payment of the Northern countries and the futures effects of the European regulation of the European enforceable title and other European regulations to come also gave rise to a great interest, however mixed with concern. To apply these regulations, an international cooperation is indispensable.

### Towards creating Euroex and Interex?

The participants to the seminar also agreed that an exchange of information between judicial officers, on an international level, about debtors, their assets and location, is necessary for a fast and efficient enforcement. A European or worldwide entity should be created, like the Police already established with Europol or Interpol, or like the prosecutors. As regards enforcement, an equivalent should be set: "Euroex" or "Interex".

In the end, the debates were acute and it was also question about harmonising the profession and the importance of a professional training. The advantages and disadvantages of a liberal profession — which is the most common form of practise in Europe — compared to the likes of a civil servant one, were as well deeply discussed, especially with respect to over ten centuries of civil servant judicial officers in the Scandinavian countries.

### Rendez-vous in Stockholm

Everyone will remember those three days spent together in this beautiful capital of Finland under a radiant sun and a summer temperature. The participants left Helsinki with new ideas, new points of views and new contacts. It was proposed to set up twining to uplift contacts between colleagues. Now the baton is left in the hands of Sweden. No one doubts that the next seminar, which should take place in Stockholm, will witness the reinforcement of the unity of judicial officers of the Scandinavian countries.

*La Cathédrale d'Helsinki*

*The Helsinki Cathedral*



## Colloque international de l'UIHJ à Reims des 4 et 5 novembre 2005 : une représentation internationale sans précédent

La communauté internationale s'est fortement mobilisée pour participer à ce colloque exceptionnel sur la contribution des institutions dans l'aménagement de l'espace de liberté, de sécurité et de justice.

### Un colloque international au pays du champagne

Les 4 et 5 novembre 2005 s'est tenu à la faculté de droit de Reims un colloque international organisé par l'UIHJ, avec la participation de la Chambre nationale des huissiers de justice française et de la chambre régionale des huissiers de justice du ressort de la cour d'appel de Reims.

Cette manifestation exceptionnelle a réuni des représentants des institutions européennes et internationales, des hauts magistrats et des huissiers de justice français et européens.

A l'heure du non à la Constitution européenne, quel le poids des institutions européennes dans l'aménagement de l'espace de liberté, de sécurité et de justice appelé de ses vœux par le sommet européen de Tampere des 15 et 16 octobre 1999 ? Et quelle est la place des professionnels du droit dans la création de cet espace ? Pour en débattre sur un plan européen et international, l'UIHJ, sous la férule de son président, Jacques Isnard, a organisé ce colloque qui a réuni professionnels du droit et représentants des institutions européen-

nes et internationales. L'organisation matérielle du colloque a été confiée, en collaboration avec le secrétariat de l'UIHJ, au président Jacques Bertaux, ancien président de la CNHJ, président de la chambre régionale des huissiers de justice du ressort de la cour d'appel de Reims et membre de l'UIHJ. Chacun des participants a pu apprécier le travail considérable réalisé par cet ardent défenseur des intérêts de la profession. Le président Bertaux a animé les débats avec le discernement qu'on lui connaît. Durant deux journées, non moins de 21 interventions se sont succédées à un rythme soutenu.

### L'importance des diverses institutions et organisations européennes et internationales

Après l'allocation de bienvenue de Gérard Clément, doyen de la Faculté de droit de Reims, lequel a souligné l'importance des enjeux européens et s'est félicité de la très grande compétence des intervenants, le président Bertaux a rappelé la prévalence de la France dans la réforme des professions judiciaires



Les participants – The audience

et en particulier de celle d'huissier de justice dans les pays de l'Est de l'Europe et la mise en place dans de nombreux pays d'un huissier de justice à caractère libéral, salutairement inspiré du modèle français.

Dans son rapport introductif, Jacques Isnard, président de l'UIHJ, a insisté sur l'importance des diverses institutions et organisations européennes et internationales que sont la Commission européenne, le Conseil de l'Europe, la Commission européenne pour l'efficacité de la justice (CEPEJ), la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), la Cour de justice des Communautés européennes (CJCE) ou la Conférence de La Haye de droit international privé. Le président Isnard a déclaré que le colloque avait pour objectif de démontrer que l'espace de justice européen ne se bâtissait pas seulement à Bruxelles mais se forgeait également au travers d'autres foyers interactifs, qu'ils soient d'origine institutionnelle ou d'essence traditionnelle. La coopération judiciaire, a-t-il indiqué, relève pour l'essentiel des Etats membres mais doit aussi à l'initiative d'acteurs qui s'investissent pour favoriser l'harmonisation des droits nationaux en contemplation des instruments communautaires et de la jurisprudence européenne. Les organisations internationales non gouvernementales (OING) telles l'UIHJ jouent également un rôle important dans l'aménagement de l'espace de sécurité, de liberté et de justice et apportent un éclairage qui semble apprécié des organes institutionnels européens, telles la Commission européenne ou la CEPEJ.

Anna Lamperova, représentant permanent de la République slovaque au Conseil de l'Europe, a développé le thème du Conseil de l'Europe comme vecteur d'intégration des nouveaux Etats membres dans l'Union européenne. Mme Lamperova a



Gérard Clément

participé à la construction des bases actuelles du système de l'exécution des décisions de justice en Slovaquie et connaît particulièrement bien la profession d'huissier de justice. L'ambassadrice de Slovaquie auprès du Conseil de l'Europe a souligné que la chute du mur de Berlin en 1989 a eu de nombreuses conséquences sur la vie sociale, économique et politique des pays et des peuples européens. Dans les pays concernés, il a fallu trouver et instaurer de nouvelles règles de vie et de nouveaux ordres conformes aux nouvelles conditions. La justice se trouvait dans de nombreux pays dans un état lamentable et il fallait remédier à cette situation. Les résultats obtenus en Slovaquie après la mise en œuvre de l'exécution des décisions de justice par l'intermédiaire des huissiers de justice ont influencé de façon positive la sécurité juridique a constaté

Mme Lamperova. Le Conseil de l'Europe, en ayant pour but d'harmoniser les législations nationales des Etats membres et leurs droits autour de principes communs, dans le cadre de ses programmes de coopération juridique, a depuis aidé les Etats à se développer et à renforcer leurs systèmes respectifs d'exécution des décisions de justice en matière civile et commerciale. Le Conseil de l'Europe s'est en particulier focalisé sur l'amélioration des procédures d'exécution et les pratiques des agents d'exécution, et a donné naissance à la recommandation (Rec)2003-17 adoptée le 9 septembre 2003 par le Comité des ministres de la justice du Conseil de l'Europe.

### L'influence des institutions judiciaires européennes sur un plan européen

Jean-Dominique Sarcelet, avocat général à la Cour de cassation, représentant Jean-Louis Nadal, procureur général près la Cour de cassation, a évoqué en détail les conséquences de la jurisprudence de la CEDH sur l'organisation du délibéré de la Cour de cassation en France. M. Sarcelet a évoqué successivement la nouvelle dynamique du parquet général de la Cour de cassation définie à partir de la jurisprudence de la CEDH sur le délibéré de la Cour de cassation, le déroulement de la procédure d'audience à la Cour de cassation et les missions du ministère public au sein de cette juridiction.

« La Cour de justice des Communautés européennes, pilier de la construction de l'espace de liberté, de sécurité et de justice ? », tel était le thème fondamental abordé par Philippe Léger, avocat général à la CJCE. Dans un discours clair et illustré par une jurisprudence fournie, M. Léger s'est notamment penché sur les trois recours distincts existant devant la CJCE : le renvoi préjudiciel (qui permet de statuer sur l'interprétation du Traité ainsi que sur la validité



Jacques Bertaux

et l'interprétation des actes pris par les institutions de la Communauté), le recours en manquement (qui a pour objet à l'initiative de la Commission ou d'un Etat membre de sanctionner les violations des règles communautaires par les Etats membres), et le recours en annulation.

John Marston, président de la High Court Enforcement Officers Association (Association des huissiers de justice d'Angleterre et du pays de Galles), expert au Conseil de l'Europe, a expliqué quel était le rôle des experts auprès de cette organisation. Après avoir rappelé l'objet du Conseil de l'Europe, John Marston a indiqué que celui-ci s'entourait des services de divers professionnels du droit que sont les magistrats, professeurs d'université, avocats, notaires, huissiers de justice, ... Notre confrère a dévoilé l'éclairage particulier des missions d'expertise dans le domaine de la coopération judiciaire en matière civile relativement à l'exécution des décisions de justice dans de nombreux pays de l'ex bloc soviétique.

Mme Nicola Hesslen, présidente de l'Association des huissiers de justice de Suède, a abordé le thème de « L'espace de liberté, de sécurité et de justice ou l'éveil à une culture juridique scandinave ». Après avoir évoqué la situation actuelle en Scandinavie, où l'exécution des décisions de justice est réalisée par des huissiers de justice fonctionnaires, et de l'harmonisation des procédures au Danemark, en Finlande et en Suède, notamment au travers de séminaires nordiques organisés régulièrement par la profession, Mme Hesslen a en outre développé les influences en Scandinavie de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme (CESDH) et des arrêts de la CJCE.

José Manuel Suarez Robledano, magistrat à la Cour supérieure de justice de Madrid, porte parole de l'Association professionnelle de la magistrature d'Espagne, a traité de la réforme de la profession d'agent de l'exécution dans son pays, au regard des règles constitutionnelles et de la recommandation 17 du Conseil de l'Europe du 9 septembre 2003. En Espagne, les décisions de justice sont actuellement exécutées sous la direction du magistrat ayant statué. Le juge désigne ainsi un fonctionnaire du tribunal pour procéder à l'exécution. Devant l'inefficacité chronique de ce système, les Procuradores espagnols, juristes indépendants de haut niveau (que l'on peut comparer – de loin – aux avoués français), se voient déléguer de façon de plus en plus récurrente la délicate mission de l'exécution des décisions de justice. Les Procuradores souhaitent officialiser cette situation en s'appuyant notamment sur la recommandation 17 du 9 septembre 2003 et sur le soutien sans faille de l'UIHJ.



Leo Netten



Philippe Léger



Nicola Hesslén

### Coopération et intégrité européenne

Eberhard Desch, président de la CEPEJ, a présenté cet organe européen en tant que modèle de coopération avec les professionnels et laboratoire de recherche pour l'Union européenne. La Commission européenne pour l'efficacité de la justice (CEPEJ) a été créée le 18 septembre 2002 par la Résolution Res(2002)12 du Comité des ministres du Conseil de l'Europe.

Elle réunit des experts des 46 Etats membres du Conseil de l'Europe, et est assistée par un Secrétariat. Des Observateurs peuvent être admis à ses travaux. L'Union européenne participe également à ses activités. La CEPEJ a pour objet l'amélioration de l'efficacité et du fonctionnement de la justice dans les Etats membres, et le développement de la mise en œuvre des instruments élaborés par le Conseil de l'Europe dans ce but. Ses tâches consistent à analyser les résultats des systèmes judiciaires, identifier les problèmes qu'ils rencontrent, définir des moyens concrets pour améliorer, d'une part, l'évaluation des performances des systèmes judiciaires, d'autre part le fonctionnement de ces systèmes, apporter le cas échéant, à la demande d'un Etat, une assistance, et suggérer aux organes compétents du Conseil de l'Europe les domaines dans lesquels l'élaboration d'un instrument juridique serait souhaitable (source : CEPEJ).

Elisabeth Schöberl, juriste au ministère de l'Economie d'Autriche, a développé le thème de « L'espace de liberté, de sécurité et de justice, facteur d'harmonisation du droit processuel interne », du point de vue des droits processuels et de l'exécution. Mme Schöberl a traité son thème au travers l'harmonisation des règles procédurales tant à un niveau européen qu'à un niveau externe, en évoquant en particulier les problèmes d'incompatibilités pouvant exister entre les règles des différents Etats membres.

Notre confrère Leo Netten, premier vice-président de l'UIHJ et huissier de justice à Tilburg (Pays-Bas), que tous les huissiers de justice français connaissent depuis ses interventions très remarquées lors des journées de Paris de 2004 et des 2e assises du recouvrement (4 novembre 2004 à Paris), a présenté la recommandation 17 du 9 septembre 2003 du Comité des ministres des Etats membres du Conseil de l'Europe. Cette recommandation est fondamentale et fondatrice pour la profession d'huissier de justice en Europe puisqu'elle a pour objet de poser, au niveau européen, les principes généraux de l'exécution et des agents chargés de l'exécution.





Roger Dujardin, huissier de justice à Anvers (Belgique), vice-président de l'UIH, a démontré, au cours d'une remarquable intervention, comment l'huissier de justice à statut libéral pouvait constituer une garantie contre la corruption et le blanchiment de l'argent. Il a notamment rappelé que l'huissier de justice est investi d'une partie de l'autorité publique et influence dans l'exercice de son ministère les intérêts de la communauté et des citoyens. Son caractère impartial et indépendant et sa responsabilité professionnelle en font un agent de confiance imperméable à la corruption et au blanchiment de l'argent mais également une barrière infranchissable à ces fléaux que constituent ces dérives malheureusement trop fréquentes dans certains Etats.

Me Ioannis Mouratidis, huissier de justice à Thessalonique (Grèce), expert UIH, a évoqué le problème de la responsabilité de l'exécution tardive ou de l'inexécution d'un titre exécutoire. Il a indiqué notamment que si l'huissier de justice, quel que soit son statut juridique, répond de ses fautes dans l'exécution, pour la CEDH, c'est l'Etat qui reste le garant de l'exécution.

### Les huissiers de justice, éléments essentiels de l'Etat de droit

Puis Corneliu Birisan, juge de la CEDH, a traité de l'influence de la jurisprudence de la CEDH dans la composition d'un régime des mesures provisoires et dans la construction de l'espace de justice en Europe. M. Birisan a rappelé que le but de la CEDH est d'établir un véritable ordre public européen qui, en fait, correspond à un espace juridique européen dans le domaine de la protection des droits de l'homme, ordre public dans lequel ces droits ne sont pas théoriques et illusoire, mais concrets et effectifs. Cette intervention a été suivie par celle d'Ireneu Cabral Barreto, juge à la CEDH, sur les effets et les limites de la jurisprudence de la CEDH sur l'ordre juridique et judiciaire interne portugais. M. Barreto a conclu son intervention en citant l'arrêt Pinti de la CEDH du 22 juin 2004 : « ... les huissiers de justice oeuvrent dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice, ce qui fait d'eux un élément essentiel de l'Etat de droit ; il appartient à l'Etat de prendre toutes les mesures nécessaires afin qu'ils puissent mener à bien la tâche dont ils ont été investis, notamment en leur assurant le concours effectif des autres autorités qui peuvent prêter main forte à l'exécution là où la situation s'impose ».

### Les prochaines étapes de la création de l'espace judiciaire européen

La Conférence de La Haye de droit international privé était représentée par son premier secrétaire, Philippe Lortie, lequel a entrepris de présenter les



Le public – The audience

points communs entre son organisation internationale et l'Union européenne. M. Lortie a rappelé que les huissiers de justice utilisent quotidiennement – souvent sans le savoir – la convention de La Haye du 10 novembre 1965 relative à la signification des actes en matière internationale, convention élaborée par la Conférence de La Haye avec l'assistance de l'UIH. M. Lortie a indiqué qu'au travers de ses 65 Etats membres, de son réseau de 124 Etats et des quelques 37 conventions aujourd'hui en vigueur, la Conférence de La Haye participe activement au développement de la norme, notamment dans le domaine de la signification des actes et de l'exécution des décisions de justice. Pour s'en convaincre, il suffit de lire le texte de la convention du 10 novembre 1965 : le règlement (CE) n°1348/2000 du Conseil du 29 mai 2000 s'en est très fortement inspiré.



Eberhard Desch

Katja Lenzing, administrateur à la Commission européenne (Unité justice civile) a évoqué les prochaines étapes dans la création d'un véritable espace judiciaire. Le programme de Tampere a pris fin en 2004, a-t-elle rappelé, et a été remplacé par le programme de La Haye de 2004, lequel constitue la feuille de route de la Commission européenne pour les cinq prochaines années. Parmi les chantiers en cours se trouvent l'évaluation du règlement (CE) n°44/2001 du Conseil du 22 décembre 2000 (dit règlement Bruxelles I) et le toilettage du règlement (CE) n°1348/2000 du Conseil du 29 mai 2000. Un livre vert sur la saisie des avoirs bancaires au niveau européen est prévu pour avril 2006. Les mesures provisoires et conservatoires sont également au programme, ainsi que la transparence patrimoniale, l'injonction de payer européenne et un règlement sur les litiges de faible importance. La Commission prévoit également de travailler dans le domaine des standards minimums de procédure civile, en particulier dans le domaine de la signification des actes.



Roger Dujardin



### Vers un Comité européen de coordination pour la justice en France ?

Pour clore brillamment ce colloque avant le rapport de synthèse, Jean-Paul Spinelli, membre du bureau de l'UIHJ et vice-président délégué, a créé l'événement en évoquant la mise en place d'un Comité européen de coordination pour la justice en France, qui servirait de référent auprès des organismes européens et des acteurs de l'espace de liberté, de sécurité et de justice. Ce comité pourrait avoir un objectif d'action interne, pour l'échange de données améliorant l'exercice professionnel ou la modification des statuts des agents de l'exécution, et un objectif d'action externe, au travers d'expertises auprès des organes européens et la participation aux sessions de ces organes.

Avec une prodigieuse aisance, Natalie Fricéro, professeur à la faculté de droit de Nice, s'est acquittée de la très épineuse mission de présenter un rapport de synthèse vivant et cohérent des innombrables interventions du colloque. C'est sous l'angle des professionnels que le professeur Fricéro a très justement choisi de bâtir son exposé. Dans une première partie, les professionnels ont été présentés comme étant les garants de l'effectivité de l'espace de liberté, de sécurité et de justice avec, d'une part, la mise en œuvre de standards communs tant dans le cadre de l'Union européenne que dans celui du Conseil de l'Europe, et d'autre part la garantie du droit à l'exécution, doublement assurée par l'Etat

et les agents d'exécution. Dans une seconde partie, l'illustre professeur a présenté les professionnels comme les acteurs du développement de l'espace de sécurité, de liberté et de justice, au travers d'une part une participation organisée au fonctionnement des institutions européennes (à savoir des professionnels recrutés comme experts au Conseil de l'Europe ou encore collaborateurs ou observateurs auprès d'organismes européens), et d'autre part une participation spontanée à la construction de l'espace de justice grâce à des initiatives originales émanant des professionnels, comme notamment la proposition de création du Comité européen de coordination pour la justice en Europe.

Dans son discours de clôture, Paul Rochard, vice-président de la CNHJ, a indiqué que la CNHJ était prête à appuyer le projet présenté par Jean-Paul Spinelli et à lui assurer un soutien logistique et matériel. Me Rochard a remercié l'ensemble des participants pour la très grande qualité de leurs interventions ainsi que l'UIHJ, représentée par son président, Jacques Isnard, et le président Bertaux, pour avoir oeuvré dans la réalisation de cet événement historique. C'était la première fois en effet qu'un colloque, qui devrait faire l'objet d'une publication dans les prochains mois, réunissait autant d'acteurs de la construction européenne, gage supplémentaire de la très grande vigueur de la profession d'huissier de justice sur le plan international.



*Irineu Cabral Barreto*



*Corneliu Birsan*



*Jean-Paul Spinelli*

## International conference of the UIHJ in Reims of November the 4, and 5 2005: an international representation without precedent

The international community strongly mobilized itself to take part in this exceptional conference on the contribution of the institutions in the creation of an area of freedom, security and justice.

### An international conference in the land of Champagne

On November 4 and 5 2005 was held at the Faculty of Law of Reims an international conference organized by the UIHJ, with the participation of the French National Chamber of Judicial Officers and the Regional Chamber of Judicial Officers within the competence of the Court of Appeal of Reims.

This exceptional seminar brought together representatives of the European and international institutions, high-ranking magistrates, as well as French and European Judicial Officers French.

At the time of the No vote for the European Constitution, what is the weight of the European institutions in the creation of an area of freedom, security and justice called of its wishes by the European Summit of Tampere of October the 15, and 16 1999? And what is the place of the Legal professionals in the

creation of this area? To discuss it on a European and international level, the UIHJ, under the cane of its president, Jacques Isnard, organized this conference which joined together Legal professionals and representatives of the European and international institutions. The material organization of the conference was entrusted, in collaboration with the secretariat of the UIHJ, to President Jacques Bertaux, former president of the French National Chamber of Judicial Officers, President of the Regional Chamber of the Judicial Officers within the competence of the Court of Appeal of Reims and member of the UIHJ. Each participant could appreciate the considerable work carried out by this strong defender of the interests of the profession. President Bertaux animated the debates with the understanding that one knows to him. During two days, not less than 21 interventions followed one another at an intensive pace.



### Importance of the various institutions and organizations European and international

After the welcoming speech of Gerard Clément, dean of the Law Faculty of Reims, which stressed the importance of the European stakes and was pleased with the very great competence of the speakers, president Bertaux recalled the prevalence of France in the reform of the legal professions and in particular of that of Judicial Officer in the Eastern European countries of Europe and the installation in many countries of a liberal Judicial Officer in, beneficially inspired of the French model.

In his introductory report, Jacques Isnard, president of the UIHJ, insisted on the importance of the various institutions and European and international organizations which are the European Commission, the Council of Europe, the European Commission for the efficiency of justice (CEPEJ), the European Court of Human rights (ECHR), the Court of Justice of the European Communities (CJEC) or the Hague Conference on private international law. President Isnard stated that the conference aimed to show that the European area of justice was not built only in Brussels but was also forged through other interactive cores, whether they are of institutional origin or traditional essence. The legal co-operation, he indicated, encumbers essentially to the Member States but is also based on the initiative of actors who invest themselves to support the harmonization of national laws in contemplation of the Community instruments and European jurisprudence. The nongovernmental international organizations such as UIHJ also play an important part in the creation of an area freedom, security and justice and bring a position which seems appreciated by European institutional bodies, like the European Commission or the CEPEJ.

Anna Lamperova, permanent representative of the Slovak Republic at the Council of Europe, developed the topic of the Council of Europe as a vector of integration of the new Member States in the European Union. Mrs Lamperova took part in the construction of the current basis of the system of enforcement of court decisions in Slovakia and knows particularly well the profession of Judicial Officer. The ambassadress of Slovakia at the Council of Europe stressed that the fall of the Berlin Wall in 1989 had many consequences on the social, economic life and policy of the countries and the European people. In the countries concerned, it was necessary to find and implement new rules of life and new orders in conformity with the new conditions. Justice was in many countries in a lamentable state and it was necessary to rectify this situation. The results obtained in Slovakia after the implementation of the enforcement of court



Jacques Isnard

of the Ministers of Justice of the Council of Europe.

### The influence of the European legal institutions on a European level

Jean-Domenica Sarcelet, prosecuting attorney at the French Cassation Court, on behalf of Jean-Louis Nadal, General Attorney at the French Cassation Court, evoked in detail the consequences of the jurisprudence of the ECHR on the organization of the deliberation of the Cassation Court in France. Mr. Sarcelet successively evoked the new dynamics of the general Attorney at the Cassation Court defined from the jurisprudence of the ECHR on deliberation of the Cassation Court, the course of the procedure of audience at the Court and the missions of the General Attorney within this jurisdiction.

*"The Court of Justice of the European Communities, pillar of the construction of the area of freedom, security and justice?"* Such was the fundamental topic approached by Philippe Leger, prosecuting attorney with the CJEC. In a clear speech illustrated by many jurisprudence, Mr. Leger in particular leant on the three distinct appeals existing in front of the CJCE: the prejudicial reference (which make it possible to rule on the interpretation of the Treaty like on the validity and the interpretation of the decisions taken by the institutions of the Community), the recourse in failure (which has as an aim, on the initiative of the Commission or a Member State, to sanction the violations of the Community rules by the Member States), and proceedings for annulment.

John Marston, president of High Court Enforcement Officers Association (Association of the Judicial Officers of England and Wales), expert with the Council of Europe, explained the role of experts in this organization. After having pointed out the object of the Council of Europe, John Marston indicated that the Council of Europe was seeking the assistance of various legal professionals such as



Anna Lamperova



Paul Rochard





magistrates, professors of university, lawyers, notaries, Judicial Officers, ... Our colleague revealed the particular lighting of the missions of expertise in the field of legal cooperation in civil matters relating to the enforcement of court decisions in many countries of the ex Soviet block.

Mrs Nicola Hesslen, president of the Association of the Judicial Officers of Sweden, approached the topic of *"the area of freedom, security and justice or the awakening to a Scandinavian legal culture"*. After having evoked the current situation in Scandinavia, where the enforcement of court decisions is carried out by civil servants Judicial Officers, and the harmonization of the procedures in Denmark, in Finland and Sweden, in particular through Scandinavian seminars organized regularly by the profession, Mrs Hesslen moreover developed the influences in Scandinavia of the European Convention on Human rights and of the judgements of the CJEC.

Jose Handbook Suarez Robledano, magistrate at the higher Court of justice of Madrid, spokesman of the Professional Association of the Spanish Judges, treated the subject of the reform of the profession of enforcement agents in his country, taking into consideration constitutional requirement and recommendation 17 of the Council of Europe of September 9, 2003. In Spain, the court decisions are currently carried out under the direction of the magistrate having ruled. The judge thus appoints a civil servant of the court to carry out the enforcement. In front of the chronic inefficiency of this system, Spanish Procuradores, who are highly qualified independent lawyers, are being delegated in an increasingly recurring way with the delicate mission of the enforcement of the decisions of court. Procuradores wish to legalize this situation while being based in particular on recommendation 17 of September 9, 2003 and on the support without fault of the UIHJ.

### Co-operation and European integrity

Eberhard Desch, president of the CEPEJ, presented this European body as a model of co-operation with the professionals and a research laboratory for the European Union.

The European Commission for the Efficiency of Justice (CEPEJ) has been established on 18 September 2002 with Resolution Res(2002)12 of the Committee of Ministers of the Council of Europe. The aim of the CEPEJ is the improvement of the efficiency and functioning of justice in the member States, and the development of the implementation of the instruments adopted by the Council of Europe to this end. Its tasks are to analyse the results of the judicial systems, to identify the difficulties they



Natalie Fricéro

meet, to define concrete ways to improve, on the one hand, the evaluation of their results, and, on the other hand, the functioning of these systems, to provide assistance to member States, at their request, and to propose to the competent instances of the Council of Europe the fields where it would be desirable to elaborate a new legal instrument (source: CEPEJ).

Elisabeth Schöberl, lawyer with the ministry of Economics in Austria, developed the topic of *"the area freedom, security and justice, factor of processual harmonization of laws interns"*, from the point of view of the Processual Law and enforcement.

Mrs Schöberl treated its topic through the harmonization of the procedural rules on a European level and on an external level, by mentioning the problems of incompatibilities in particular being able to exist between the rules of the various Member States.

Our colleague Leo Netten, first vice-president of the UIHJ and Judicial Officer in Tilburg (Netherlands), that all the French Judicial Officers know since his two very noticed interventions in Paris in 2004 (one at the French Judicial Officers annual meeting, and the other at the Second seminar on debt collecting, presented recommendation 17 of September 9, 2003 of the Committee of the Ministers of the Member States of the Council of Europe. This recommendation is fundamental and founder for the profession of Judicial Officer in Europe since it has the aim of posing, at the European level, the general principles of the enforcement agent in charge of the enforcement.

Roger Dujardin, Judicial Officer in Antwerp (Belgium), vice-president of the UIHJ, showed, during a remarkable intervention, how the liberal Judicial Officer could constitute a guarantee against the corruption and the bleaching of the money. He in particular recalled that the Judicial Officer is invested of a part of the public authority and influence in the exercise of his ministry the interests of the community and the citizens. His impartial and independent character and his professional liability make of him a trusting agent impermeable to the corruption and the bleaching of the money but also an insuperable barrier with these plagues, which are unfortunately too frequent in certain States.

Mr Ioannis Mouratidis, Judicial Officer in Thessalonica (Greece), UIHJ expert, mentioned the problem of the responsibility for the late enforcement or the inexecution of an enforceable title. He stated in particular that if the Judicial Officer, whatever his legal statute, answers of his faults in the enforcement, for the ECHR, it is the State which remains the sole guarantor of enforcement.



Jean-Dominique Sarcelet



John Marston



### Judicial Officers, essential elements of the State of law

Then Corneliu Birisan, judge of the ECHR, treated the influence of the jurisprudence of the ECHR in the composition of a mode of the provisional measures and in the construction of the area of justice in Europe. Mr. Birisan pointed out that the goal of the ECHR is to establish a true European law and order which, in fact, corresponds to a European legal area in the field of the protection of the human rights, law and order in which these rights are not theoretical and illusory, but concrete and effective. This intervention was followed by that of Ireneu Cabral Barreto, judge with the ECHR, on the effects and the limits of the jurisprudence of the ECHR on the Portuguese internal legal and judicial order. Mr. Barreto concluded his intervention by quoting the Pinti decision from the ECHR of June 22, 2004: *"the Judicial Officers work in the interest of a good administration of justice, which makes them an essential element of the States of law; it is up to the State to take all measurements necessary so that they can conclude the task of which they were invested, in particular in their ensuring the effective contest of the other authorities which can lend strong hand to the enforcement whenever it is required"*.

### Next stages of the creation of a European legal area

The Hague Conference on private international law was represented by its first secretary, Philippe Lortie, who undertook to present the common points between his international organization and the European Union. Mr. Lortie has recalled that the Judicial Officers daily use - often without the knowledge - the Hague Convention of November 10, 1965 relating to the service abroad of judicial and extrajudicial documents in civil or commercial matters, convention drawn up by the Hague Conference with the assistance of the UIHJ. Mr. Lortie indicated that through its 65 Member States, of its network of 124 States and some 37 conventions now in force, the Hague Conference takes an active part in the development of the standard, in particular in the field of the service of documents and the enforcement of court decisions. To be convinced, it is enough to read the text of the convention of November 10, 1965: (EC) Regulation n°1348/2000 of May 29 2000 was very strongly inspired by it.

Katja Lenzing, administrator at the European Commission (Civil justice Unit) evoked the next stages in the creation of a true legal area. The program of Tampere ended in 2004, she recalled, and was replaced by the program of The Hague of 2004, which constitutes the roadmap of the



Elisabeth Schöberl

a Small claims payment. The Commission also envisages working in the field of the minimum standards of civil procedure, in particular in the field of the service of documents.



José Manuel Suarez Robledano

the participation in the sessions of these bodies. With an extraordinary ease, Natalie Fricéro, professor at the Faculty of Law of Nice (France), discharged the very delicate mission of presenting a lively and coherent summary report of the innumerable interventions of the conference. It is under the angle of the professionals that professor Fricéro very precisely



Ioannis Mouratidis

European Commission for the five next years. Among the works are the Council Regulation (EC) No. 44/2001 of 22 December 2000 on jurisdiction and the recognition and enforcement of judgments in civil and commercial matters (known as Brussels I) and the Council Regulation (EC) No. 1348/2000 of 29 May 2000 on the service in the Member States of judicial and extrajudicial documents in civil or commercial matters. A green book on the seizure of the banking assets at the European level is scheduled for April 2006. The provisional and interlocutory measures are also with the program, as well as the patrimonial transparency, the European order for payment and

### Towards a European Coordination Committee for Justice in France

To brilliantly close this conference before the summary report, Jean-Paul Spinelli, member of the board of the UIHJ and delegated vice-president, created the event by evoking the installation of a European Coordination Committee for Justice in France, which would serve as referent to the European organizations and the actors of the area of freedom, security and justice. This committee could have an internal objective of action, for the data exchange improving the professional exercise or the modification of the statutes of the Judicial Officers, and an external objective of action, through expertises near the European bodies and

chose to build her presentation. In a first part, the professionals were introduced as being the guarantors of the efficiency of the area of freedom, security and justice with, on the one hand, the placement of common standards as well within the framework of the European Union as in that of the Council of Europe, and on the other hand the guarantee of the right to enforcement, doubly ensured by the State and the Judicial Officers. In a second part, the illustrious professor introduced the professionals like the actors of the development of an area of security, freedom and justice, through a organized participation in the work of the European institutions (e.g. professionals recruited as experts





at the Council of Europe or collaborators or observers for European organizations), and in addition a spontaneous participation in the construction of the area of justice thanks to original initiatives emanating from the professionals, like in particular the proposal for a creation of the European Coordination Committee for justice in Europe.

In his closing speech, Paul Rochard, vice-president of the French National Chamber of Judicial Officers (CNHJ), indicated that the CNHJ was ready to support the project presented by Jean-Paul Spinelli and to ensure a logistical support and material to him. Mr Rochard thanked all the participants for the very great quality of their interventions as well as the UIHJ, represented by its president, Jacques Isnard, and President Bertaux, to have worked in the realization of this historical event. In fact, it was the first time indeed that a conference, which should be the subject of a publication in the next months, joined together as many actors of the European construction, tending to prove the very great strength of the profession of Judicial Officer on the international level.

## Paul Rochard, nouveau président de la Chambre nationale des huissiers de justice de France



## Paul Rochard, the new President of the French National Chambers of Judicial Officers



Philippe Lortie

*Une partie du public/A part of the audience*



Katja Lenzing

### **C'est Paul Rochard, huissier de justice à Angers, qui a été élu au cours d'un scrutin qui s'est déroulé le 16 décembre 2005. Il succède à Yves Martin.**

Selon les statuts des huissiers de justice français le président de la chambre nationale des huissiers de justice de France est élu pour une durée de 2 ans non immédiatement reconductible. Aussi, après deux années de mandat, à l'occasion du renouvellement du bureau, les délégués de la chambre nationale sont tenus de désigner un nouveau président. C'est Paul Rochard qui a été élu au cours d'un scrutin qui s'est déroulé le 16 décembre dernier. Il succède à Maître Yves Martin. L'UIHJ se réjouit de cette élection et adresse toutes ses félicitations au nouveau président de la chambre nationale française qui rassemble — rappelons-le — le plus grand nombre d'huissiers parmi toutes les organisations membres de l'UIHJ. L'UIHJ adresse encore tous ses compliments aux membres qui composent le nouveau bureau qui est donc constitué pour les années 2006/2007 de la façon suivante :

Président : Paul Rochard

Vice Président : Guy Chézeaubernard

Secrétaire : Alain Bighelli

Trésorier : Dominique Mahieux

Trésorier adjoint : Jean-François Richard

Membres : Jean-Loup Garnier et Gérard Ploux

### **Paul Rochard, Judicial Officer in Angers (France), was elected during a voting session that took place on 16th December 2005, as a successor to Yves Martin**

According to the status of French Judicial Officers, the president of the National chamber is elected for two years and is not immediately re-eligible.

Therefore, after a two years mandate, when a new board is elected, the delegates of the French National Chamber have to choose a new president. This time, it is Paul Rochard, Judicial Officer in Angers (France), who was elected during a voting session that took place on 16th December 2005, as a successor to Yves Martin.

The UIHJ is very pleased about this new election and congratulates the new president of the French National Chamber, which is, it has to be reminded, the largest of all the organizations of UIHJ.

The UIHJ also welcomes all the members who are making the new board for 2006/2007, who are as follows:

President: Paul Rochard

Vice-President: Guy Chézeaubernard

Secretary: Alain Bighelli

Treasurer: Dominique Mahieux

Vice-Treasurer: Jean-François Richard

Members: Jean-Loup Garnier and Gérard Ploux